

Abu Dhabi : le Congrès mondial de la nature de l'UICN a rassemblé plus de 10 000 participants

Placé sous le haut patronage du Président des Émirats arabes unis, Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, le congrès qui s'est tenu du 09 au 15 octobre 2025 a été inauguré par le Prince héritier Sheikh Khaled bin Mohamed bin Zayed Al Nahyan.

Cet événement d'envergure mondiale a réuni plus de 10 000 participants issus des gouvernements, de la société civile, des organisations de peuples autochtones, du monde académique et du secteur privé, pour définir une vision commune en faveur d'un avenir plus durable et résilient.

La Présidente de l'UICN, Razan Al Mubarak, a rappelé que « les décisions prises pendant le congrès démontrent que courage, inclusion et coopération restent essentiels pour construire un avenir où l'humanité et la nature prospèrent ensemble ». La Directrice générale, Dr Grethel Aguilar, a ajouté : « L'unité est plus forte que la division; un monde qui valorise la nature est à notre portée. »

En clôturant ses travaux, le congrès a mis l'accent sur la mise en œuvre du Programme mondial de l'UICN 2025–2028, qui appelle à renforcer la résilience des écosystèmes, à accélérer les solutions fondées sur la nature et à mobiliser davantage de financements pour la conservation. Un engagement renouvelé vers une action collective et inclusive pour la planète.

[Pour en savoir plus](#)



Panel d'ouverture du congrès mondial de la nature de l'UICN à Abu Dhabi

Célébrer le succès et l'innovation : l'Afrique s'affirme au congrès mondial de la nature

Au cœur du congrès mondial de la nature de l'UICN, sous le thème « Célébration du succès et de l'innovation », le Pavillon Afrique a incarné la diversité et la vitalité des initiatives africaines en faveur de la nature.

Coordonné par les bureaux régionaux de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (PACO), le bureau de l'Afrique de l'Est et australe (ESARO) et le bureau de la Méditerranée pour l'Afrique du Nord, cet espace a été un véritable carrefour d'échanges, d'expériences et d'innovations.

Les discussions ont mis en avant la résilience des terres arides, la restauration des paysages pastoraux, l'agriculture régénératrice et la gouvernance communautaire des aires clés pour la biodiversité.

Le PACO y a présenté plusieurs initiatives phares sur la restauration des paysages sahéliens, la résilience côtière et la gestion participative des aires protégées, illustrant le rôle moteur des communautés locales, des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature.

L'un des moments forts du congrès fut l'adoption de plusieurs résolutions et recommandations, fixant les nouvelles orientations du programme mondial de l'UICN pour les années à venir.

[Visitez notre page LinkedIn](#)



L'équipe du PACO au Pavillon Afrique du Congrès mondial de la nature

Charlotte Karibuhoye Said parmi les nouveaux visages du Conseil de l'UICN

Lors du congrès mondial de la nature, les membres ont renouvelé le Conseil de l'Union pour le mandat à venir. Ces élections marquent une étape importante pour le continent africain, qui voit sa représentation renforcée au sein de l'organisation.

Parmi les nouveaux élus figure Charlotte Karibuhoye Said, experte reconnue en conservation et gouvernance des aires protégées, élue Conseillère régionale pour l'Afrique. Forte de plus de 30 ans d'expérience dans la protection de la biodiversité et l'implication des communautés locales, elle incarne un leadership africain engagé et inclusif.

Cette élection, ainsi que celles des autres représentants régionaux, reflète la vitalité du réseau africain de l'UICN et son rôle croissant dans la mise en œuvre des solutions fondées sur la nature. En s'appuyant sur des priorités telles que la restauration des paysages, la résilience des écosystèmes et la gestion communautaire des ressources naturelles, l'Afrique confirme sa place au cœur des décisions mondiales pour un avenir durable et équitable

[Pour en savoir plus](#)



Charlotte Karibuhoye Said, élue Conseillère régionale pour l'Afrique

L'Afrique trace sa nouvelle ambition océanique

À Abu Dhabi, la session de haut niveau intitulée « *La nouvelle ambition océanique de l'Afrique – Panel de haut niveau sur la voie de l'Afrique vers la transformation du secteur océanique* » a réuni des dirigeants africains, des partenaires internationaux et des experts autour d'une vision commune : accélérer la transformation du secteur océanique africain pour une économie bleue durable.

Le Ministre de l'Environnement et de la Transition Écologique du Sénégal, Dr Abdourrahmane Diouf, est intervenu dans le segment consacré à la transformation océanique de l'Afrique, soulignant la nécessité de passer "de la vision à la mise en œuvre".

Sa participation s'inscrit dans la dynamique préparatoire de l'IMPAC6, que le Sénégal accueillera en 2026, et illustre l'engagement du pays pour la protection des mers et des océans.

En marge de la session, le ministre a échangé avec le Directeur régional de l'UICN-PACO, Dr Aimé Joseph Nianogo, sur les perspectives de collaboration entre le Sénégal et l'UICN en matière de gouvernance marine et de préparation de l'IMPAC6.



Le Dr Abdourrahmane Diouf, Ministre de l'Environnement du Sénégal, en discussion avec le Dr Aimé Nianogo, Directeur régional de l'UICN-PACO, lors du Congrès mondial de la nature

Biodiversité et politiques publiques: le PACO renforce l'ambition africaine au congrès mondial de la nature

Relier la nature, le climat et les peuples : tel était le fil conducteur de la session « Nature-Climat-Peuples (Nexus) ». Ouverte par Mosese Bulitavu, ministre des Fidji, cette session a mis en lumière l'urgence de lever les obstacles à l'intégration de la biodiversité dans les politiques publiques et les stratégies nationales de développement.

Les points focaux de la Convention sur la diversité biologique (CDB) du Bénin et de Madagascar ont présenté leurs avancées dans la mise en œuvre des Plans d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP), illustrant des démarches concrètes d'intégration de la nature dans la planification et la gouvernance environnementale.

Dans le même esprit, la méthodologie d'intégration de la biodiversité développée par le projet BIODEV2030, mis en œuvre par l'UICN et le WWF France, avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), a été présentée au Pavillon France, mettant en avant les solutions "nature-positives" et les financements qui en facilitent la mise à l'échelle. Le PACO, accompagne plusieurs pays de la région, dont le Sénégal, la Guinée et le Bénin, dans le cadre du projet BIODEV2030, pour institutionnaliser la biodiversité à travers la planification, le suivi et la mise en œuvre des solutions fondées sur la nature à plus grande échelle.

[Pour en savoir plus sur BIODEV](#)



L'équipe BIODEV et ses partenaires, engagée pour une meilleure intégration de la biodiversité dans les politiques publiques

Gouvernance de l'eau : le bassin du Mono au cœur des échanges à Abu Dhabi

La voix du bassin du Mono s'est faite entendre au Congrès mondial de la nature de l'UICN, organisé du 9 au 15 octobre 2025 à Abou Dhabi. Grâce à l'appui des projets AGeReB et IREE-MONO, plusieurs acteurs du bassin ont pris part aux discussions consacrées à la gouvernance des ressources en eau en Afrique subsaharienne, en particulier dans les bassins fluviaux transfrontaliers d'Afrique centrale et de l'Ouest.

La session intitulée « Gestion intégrée des ressources en eau transfrontalière en Afrique subsaharienne : enjeux, dynamiques actuelles et futures » a réuni l'Autorité du bassin du Mono, la Direction générale de l'Eau, l'ONG Eco-Benin, le Centre national de gestion des réserves de faune du Bénin, la coordination du projet AGeReB et plusieurs experts en finance climatique.

Cette rencontre a nourri la réflexion sur la gestion intégrée et durable des ressources en eau, mettant en lumière l'importance de la coopération entre États, de l'implication des organisations de la société civile et du dialogue sous-régional pour préserver les zones humides et assurer un partage équitable des bénéfices.



Session sur la gestion intégrée des ressources en eau transfrontalières au Pavillon Afrique

Cap-Vert : lancement du projet IslandPlas pour des îles africaines sans pollution plastique

Les 30 septembre et 1er octobre 2025, l'UICN-PACO, en collaboration avec la Direction nationale de l'Environnement (DNA) et le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, a procédé au lancement officiel du projet IslandPlas à Praia, au Cap-Vert.

Placé sous la présidence du Dr Gilberto Silva, Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, l'atelier a réuni une trentaine de représentants du gouvernement, du secteur privé, des ONG et des municipalités.

Financé par la Fondation Coca-Cola, IslandPlas vise à promouvoir des solutions circulaires pour lutter contre la pollution plastique dans les îles africaines. Le projet prévoit la mise en place d'un système de collecte et de valorisation des déchets plastiques, intégrant les acteurs du secteur informel en partenariat avec Caboplast, principal opérateur du recyclage au Cap-Vert.

Un Comité de pilotage national a également été institué, regroupant des institutions déjà engagées dans l'application de la loi sur les plastiques à usage unique.

Présent dans sept États insulaires africains, IslandPlas contribuera à réduire la pollution marine, à renforcer les capacités locales et à favoriser la création d'emplois verts pour une véritable économie circulaire du plastique sur le continent.



Photo de groupe lors du lancement du projet IslandPlas à Praia, Cap-Vert, aux côtés du Dr Gilberto Silva, Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement.

Le GEF renforce les capacités des pays d'Afrique de l'Ouest pour une action environnementale intégrée

Le Secrétariat du [Global Environment Facility \(GEF\)](#), en collaboration avec la Gambia National Environment Agency, a organisé à Banjul l'Atelier élargi des parties prenantes (ECW) pour les pays d'Afrique de l'Ouest (ECW).

L'objectif principal était de renforcer le dialogue avec les parties prenantes et d'accroître la compréhension des nouveaux programmes et politiques du GEF, tout en favorisant le partage d'expériences et de leçons tirées des initiatives régionales.

Pendant quatre jours, les participants, points focaux du GEF et des Conventions de Rio, représentants de la société civile, jeunes, peuples autochtones et agences partenaires, ont pris part à des sessions interactives sur les approches intégrées du GEF. Ces échanges ont porté notamment sur la mobilisation du GEF Trust Fund, du GBFF, du LDCF et du SGP, ainsi que sur des thèmes transversaux comme l'égalité de genre, l'engagement des parties prenantes et l'implication du secteur privé.

Une journée de visite de terrain a permis d'illustrer concrètement l'impact des interventions environnementales dans la sous-région. L'atelier a contribué à renforcer les capacités nationales, à améliorer la gestion adaptative des portefeuilles GEF et à consolider la coopération régionale pour une action climatique et environnementale plus cohérente et inclusive en Afrique de l'Ouest.



Participants à l'atelier élargi du GEF à Banjul, dédié au renforcement de la coopération environnementale en Afrique de l'Ouest.

LOGMe II : une nouvelle dynamique pour la restauration des paysages sahéliens au Sénégal

Le lancement national du projet LOGMe II à Ourossogui, dans la région de Matam, a marqué une nouvelle étape de l'engagement du Sénégal pour la restauration intégrée des paysages. Porté par l'UICN, avec le soutien financier du Ministère italien de l'Environnement et de la Sécurité énergétique (MASE) et l'appui stratégique de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULCD), le projet fédère une large coalition d'acteurs : autorités locales, services techniques, chercheurs et communautés, dont 50 % de femmes et de jeunes.

Ce lancement a mis en lumière une approche collaborative et inclusive, reconnue par les autorités régionales pour son efficacité et sa capacité à créer des synergies entre les initiatives existantes. Les discussions ont notamment souligné l'importance du renforcement des capacités locales, de la transparence dans les partenariats et d'une appropriation durable du projet par les bénéficiaires.

LOGMe II s'impose ainsi comme une initiative phare pour faire du Sahel une terre d'opportunités, où les communautés restaurent leurs écosystèmes tout en renforçant leur résilience économique et sociale.



Lancement du projet LOGMe II à Ourossogui

Reboisement communautaire à Wouro Sidy : LOGMe II passe à l'action

Dans la même dynamique que le lancement national de LOGMe II, l'UICN et ses partenaires ont organisé à Wouro Sidy une journée de reboisement communautaire. Cette activité, soutenue par les Eaux et Forêts et les autorités locales, s'inscrit dans la campagne nationale « Un million d'arbres en 48 heures ».

Au total, 100 plants ont été mis en terre lors de cette initiative symbolique, qui marque le démarrage opérationnel du projet sur le terrain. Les habitants, élus locaux et services techniques se sont mobilisés pour restaurer les terres dégradées et renforcer la couverture végétale de cette zone agrosylvopastorale.

Cette action traduit l'esprit de co-construction et d'engagement communautaire au cœur de LOGMe II. Elle illustre la volonté de l'UICN de faire de la restauration écologique un levier durable de résilience climatique, de sécurité alimentaire et de prospérité locale au Sahel.



Reboisement communautaire LOGMe II : 100 arbres plantés pour restaurer les paysages sahéliens.

Renforcement de la lutte contre la criminalité faunique dans le Parc national du Mbam et Djérem

Au Cameroun, l'organisation Forêts et Développement Rural (FODER), avec l'appui du Fonds d'action BIOPAMA, a renforcé la lutte contre la criminalité faunique dans le Parc national du Mbam et Djérem (PNMD), une aire protégée soumise à de fortes pressions liées au braconnage, à l'agriculture et à la pêche non durable.

Le projet a mobilisé éco-gardes, autorités judiciaires et forces de sécurité pour améliorer l'application des lois environnementales. La formation de 47 officiers de police judiciaire, la prestation de serment de 17 agents et la création d'un guide pratique ont permis d'accroître l'efficacité du dispositif.

Les avancées sont significatives : 153 procès-verbaux produits contre 9 auparavant, 18 affaires suivies, 14 décisions rendues, plus de 9 millions FCFA d'amendes et la saisie de 3 tonnes de produits fauniques. Cette dynamique a renforcé la confiance entre communautés et institutions, inspirant d'autres aires protégées d'Afrique centrale.

Pour en savoir plus:



Éco-gardes et autorités judiciaires devant le Palais de justice de Tibati – Une collaboration renforcée pour lutter contre la criminalité faunique dans le Parc national du Mbam et Djérem,

Restaurer, protéger, transmettre : des communautés mobilisées pour la mangrove

Le projet Natur'ELLES poursuit sa mission de restauration des écosystèmes de mangroves et de renforcement du leadership communautaire au Sénégal. Dans le Delta du Sine-Saloum, un atelier de validation des protocoles de suivi bioécologique et de surveillance communautaire s'est tenu à Fimela, réunissant les services techniques, les CLPA, les AMP et les APAC.

Cette rencontre a permis d'harmoniser les outils de suivi écologique et de former 39 acteurs, dont plusieurs femmes écogardes, afin d'améliorer la gouvernance locale et la participation des communautés dans la gestion durable des mangroves.

En Casamance, les enseignements issus de cet atelier trouvent déjà un écho sur le terrain. Dans les zones de Bignona, Dianki et Kawawana, les communautés ont restauré 63 hectares de mangroves dégradées et planté 1 000 arbres à Saloulou pour stabiliser le littoral. Ces actions concrètes traduisent la dynamique collective portée par Natur'ELLES : relier la science, la formation et l'action communautaire pour une restauration efficace et inclusive des mangroves.



Séance de reboisement communautaire menée par les membres de l'APAC Kawawana dans la commune de Diannah.

Cameroun : le CWCS redonne vie aux côtes et aux communautés

Les côtes de Douala-Edéa à Campo subissent de fortes pressions dues à la surpêche, à la pollution et à la disparition des mangroves, fragilisant des milliers de familles qui dépendent de la mer pour vivre. Pour inverser cette tendance, la Cameroon Wildlife Conservation Society (CWCS), agit pour protéger les écosystèmes tout en améliorant les moyens de subsistance des communautés locales.

« La conservation doit servir à la fois la nature et les populations », rappelle Eugène Diyouke, responsable du projet côtier du CWCS. L'organisation accompagne les villages de pêcheurs dans la mise en place de plans de gestion des aires marines protégées (AMP) et d'autres mesures de conservation (OECM) adaptées à leurs réalités.

Le CWCS soutient également des activités alternatives comme l'élevage d'escargots de mer, permettant aux femmes de générer des revenus sans surexploiter les ressources. Avec ses partenaires, dont Planet Urgence, plus de 200 hectares de mangroves dégradées ont déjà été restaurés, renforçant la résilience des côtes face à l'érosion.

En plaçant les communautés au cœur de l'action, le CWCS démontre que protéger la nature, c'est aussi protéger les gens – et construire un avenir côtier plus durable.



Collecte de coquillages, principale source de revenus pour les communautés de pêche du parc national de Douala-Edéa, Cameroun

Mauritanie : WACA mobilise pour en finir avec les sachets plastiques

À Nouakchott, les marchés ont vibré au rythme d'un message clair : stop aux sachets plastiques ! À l'occasion de la Journée des Océans, le Projet WACA, en partenariat avec le Ministère mauritanien de l'Environnement, a lancé une grande campagne nationale de sensibilisation sur les dangers du plastique à usage unique.

Des messages forts ont été diffusés à travers les médias et les marchés pour encourager les citoyens à abandonner les sachets plastiques et à mieux préserver l'environnement. L'opération a touché des centaines de personnes, déterminées à réduire l'usage des sachets plastiques.

Car en Mauritanie, ces déchets non biodégradables s'accumulent dans la nature, polluent les plages et les sols, tuent les animaux et menacent la santé publique.

Portée par une énergie collective, l'initiative du WACA rappelle qu'un petit geste peut avoir un grand impact. Le projet plaide pour des alternatives durables, la valorisation du recyclage et une meilleure gestion des déchets afin de protéger la biodiversité et les moyens de vie des communautés côtières.

Pour en savoir plus:



Volontaires et acteurs du projet WACA mobilisés à Nouakchott pour sensibiliser les citoyens aux dangers des sachets plastiques et promouvoir des alternatives durables.

Koudougou : 442 promoteurs renforcent leurs projets d'entreprise pour une économie verte durable

À Koudougou, 442 promoteurs issus des filières karité, néré, baobab, moringa et biocompost ont bénéficié d'un accompagnement pour renforcer la qualité technique, administrative et financière de leurs projets d'entreprise.

Cette session de maturation, conduite en collaboration avec la Direction Générale de l'Économie Verte et des Changements Climatiques (DGEVCC), a permis aux participants de consolider leurs plans de développement d'entreprise et d'assurer leur viabilité économique et environnementale.

Venus de huit régions d'intervention (Nazinon, Nando, Nakambé, Djôrô, Goulmou, Guiriko, Bankui et Tannounyan), les promoteurs ont échangé avec des experts et partenaires techniques pour améliorer leurs approches de gestion et explorer de nouvelles opportunités de financement.

L'initiative, financée par la Banque mondiale et le Gouvernement du Burkina Faso à travers la sous-composante 3.2 du Projet de gestion durable des paysages communaux pour la REDD+ (PGPC/REDD+), illustre une avancée majeure vers une économie verte plus inclusive et résiliente, tout en valorisant les produits forestiers non ligneux comme leviers de développement local durable.



Des promoteurs réunis à Koudougou à l'issue de la session de maturation des plans de développement d'entreprise

Restaurer la terre, renforcer les femmes : les succès du projet DRYLAND en Mauritanie

Dans les zones arides de Mauritanie, le projet DRYLAND transforme les défis climatiques en opportunités de résilience. En 2025, 105 hectares de dunes ont été fixés mécaniquement dans cinq communes, freinant l'avancée du désert et protégeant terres agricoles et infrastructures. Ces travaux ont également désenclavé plusieurs zones rurales, facilitant la mobilité des communautés.

En parallèle, 28 coopératives féminines ont bénéficié d'un appui pour développer des activités génératrices de revenus – transformation agricole, petit élevage, artisanat – renforçant leur autonomie économique. Sur le plan environnemental, 45 hectares ont été restaurés grâce aux techniques de Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols (CES/DRS) : demi-lune et seuils de rétention en gabions ont permis de régénérer la fertilité des sols et de protéger les oasis des crues.

Une triple victoire pour les femmes, la terre et la résilience communautaire.



Restauration des terres dégradées et renforcement des capacités locales grâce à la mise à disposition d'équipements et à l'application de techniques CES/DRS

Le Togo s'engage pour la mer : vers la création de sa première Aire Marine Protégée

À Agbodrafo, le Togo a lancé le processus de création de sa première Aire Marine Protégée (AMP), avec l'appui de l'UICN à travers le programme WACA. Cette initiative vise à préserver les écosystèmes côtiers menacés, protéger la biodiversité et renforcer la résilience des communautés vivant du littoral.

Lors de la rencontre, Mallé Diagana, coordonnateur du programme WACA BAR, a partagé les expériences du Sénégal et de la Mauritanie en matière de gestion durable des AMP, mettant en avant l'importance d'une gouvernance participative et d'une planification intégrée.

L'UICN a réaffirmé sa disponibilité à accompagner le Togo tout au long du processus, notamment à travers la mobilisation d'expertise, la mise à disposition d'outils de planification et l'organisation d'échanges régionaux.

Soutenue par la Banque mondiale, le FEM, l'UEMOA et la FAO, cette démarche devrait permettre au Togo de disposer, d'ici un an, d'une AMP opérationnelle intégrée au Réseau RAMPAO.



Lancement du processus de création de la première Aire Marine Protégée du Togo à Agbodrafo, à travers le programme WACA.

Des fermes d'espoir : au Ghana, l'UICN sème la résilience face au climat

Dans le nord et le sud du Ghana, des fermes démonstratives créées par l'UICN Ghana transforment la manière dont les agriculteurs s'adaptent au changement climatique. Sous le projet LOGMe II et le programme NbS, ces parcelles expérimentales servent d'espaces d'apprentissage ouverts où femmes, jeunes et producteurs testent des cultures résilientes comme le maïs, le niébé ou le soja.

De Kasiesa à Lake Bosomtwe, plus de 260 agriculteurs ont été formés à des pratiques agricoles durables : gestion de l'eau, fertilisation organique, sélection des semences et lutte intégrée contre les ravageurs. Les résultats sont prometteurs, avec des taux de germination dépassant 90 % et une adoption croissante des variétés résistantes à la sécheresse.

Ces fermes ne sont pas de simples champs d'essai : elles sont devenues des laboratoires vivants de résilience climatique, favorisant le dialogue entre chercheurs et agriculteurs, et semant les graines d'une agriculture plus durable et inclusive au Ghana



Des agricultrices participent à une séance de formation sur les fermes démonstratives du projet LOGMe II au Ghana

Lac Bosomtwe : protéger un joyau naturel par la restauration et la gouvernance locale

Autour du lac Bosomtwe, unique lac naturel du Ghana et réserve de biosphère classée par l'UNESCO, les communautés locales se mobilisent pour préserver un écosystème menacé par l'urbanisation et l'agriculture.

En 2025, avec l'appui de l'UICN à travers le projet Nature-based Solutions (NbS), le CREMA Otaade Bosomtwe a conduit une vaste opération de délimitation et de restauration des berges du lac.

Plus de 210 bornes métalliques portant l'inscription "Activité interdite au-delà de ce point" ont été installées le long de 9,5 km du périmètre, marquant clairement la zone cœur protégée. En parallèle, 500 plants indigènes de Ceiba pentandra ont été mis en terre pour restaurer les zones ripariennes dégradées et stabiliser le rivage.

Grâce à cette action collective, les communautés réaffirment leur rôle de gardiennes du lac, tout en renforçant la résilience des écosystèmes face aux pressions humaines et au changement climatique.

Une initiative exemplaire où conservation, participation et fierté locale se conjuguent pour un avenir durable.



Délimitation de la zone cœur du lac Bosomtwe au Ghana : les communautés locales protègent la réserve de biosphère

Supervision et valorisation des projets GEF en Guinée équatoriale

Du 27 septembre au 4 octobre 2025, une mission de supervision conjointe a été conduite en Guinée équatoriale dans le cadre de la mise en œuvre du projet GEF-7, coordonné par le Bureau régional de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (PACO). Cette mission, menée en collaboration avec les autorités nationales, l'INDEFOR et les équipes du projet, avait pour objectif d'évaluer l'avancement des activités, d'échanger avec les partenaires techniques et de renforcer la coordination sur le terrain.

En parallèle, une mission de collecte audiovisuelle a été réalisée à Bata afin de documenter visuellement les résultats du projet et de valoriser l'engagement des communautés locales. Les entretiens, vidéos et photographies réalisés illustreront l'impact concret des actions du GEF sur la restauration des écosystèmes et l'amélioration des moyens de subsistance. Cette double approche technique et communicationnelle permet à l'UICN de mettre en lumière les résultats du terrain tout en assurant un suivi rigoureux des progrès accomplis.



Mission de supervision et collecte de contenu des projets GEF en Guinée Equatoriale

Success stories

Autrefois, autour du Parc national du Mbam et Djérem, l'apiculture traditionnelle menaçait les abeilles autant qu'elle peinait à faire vivre les familles. Les producteurs utilisaient des ruches rudimentaires et du feu pour extraire le miel, détruisant ainsi les colonies et appauvrissant les forêts. Le miel, souvent de faible qualité, se vendait à bas prix.

Pour transformer cette situation, l'organisation Forêts et Développement Rural (FODER), avec l'appui du Fonds d'action BIOPAMA, a formé 130 apiculteurs issus de 12 communautés riveraines à l'apiculture moderne et leur a fourni des ruches modernes, enfumoirs et équipements de traitement.

Les progrès sont tangibles : la production a doublé et la qualité du miel s'est nettement améliorée. Le litre, autrefois vendu 1 000 FCFA, atteint désormais 3 000 FCFA, un produit local reconnu pour sa pureté. Mieux encore, les apiculteurs fabriquent désormais leurs propres ruches, renforçant leur autonomie et leur savoir-faire.

Une communauté en ligne via WhatsApp permet de partager conseils et bonnes pratiques entre producteurs et formateurs. Cette dynamique a transformé l'apiculture en une source de revenus durable, tout en réduisant la pression sur la faune et les forêts.

Aujourd'hui, le miel du Mbam et Djérem incarne une belle réussite : une alliance entre conservation de la nature et prospérité des communautés locales.



Les Saveurs du Faso, bénéficiaires du PGPC/REDD+, présentent leur sirop de baobab

EVÉNEMENTS À VENIR

22 octobre -01 novembre 2025 : Atelier de l'UGP de LOGMe II, Ouagadougou et Koudougou, Burkina Faso

4-6 novembre 2025 : Lancement officielle du programme WASOP - Cap-Vert - Mindelo

10 - 12 novembre : Atelier de Planification Stratégique et de Développement du Projet GBFF pour la Guinée Equatoriale, Dakar-Sénégal

18 décembre - Réception des 3 plateformes de surveillance des AMP/APAC de Bignona



Suivez-nous sur nos réseaux

